



COMMUNIQUÉ CGT

1^{er} octobre : une manifestation bordelaise unitaire qui réaffirme des revendications majoritaires

Alors que le nouveau 1^{er} ministre Michel Barnier, désigné par E. Macron avec le soutien du RN, et ce en tournant le dos au vote majoritaire des électrices et des électeurs, prononce ce 1^{er} octobre son discours de politique générale.

Alors que le budget de l'État s'apprête à être voté dans quelques jours dans un contexte de campagne médiatique voulant préparer les esprits à l'austérité comme seul horizon.

Ce sont près de 5000 manifestants à Bordeaux en plus des 200 rendez-vous en France, qui sont venus dire « non à l'austérité ! » et ont revendiqué une « justice sociale pour les retraites, les salaires et les services publics ».

Nous ne voulons pas subir. Nous agissons notamment encore aujourd'hui pour rappeler nos exigences sociales notamment en ce qui concerne celle de l'abrogation de la contre-réforme des retraites 2023 avec le recul de l'âge à 64 ans, comme préalable à engager une réforme juste avec un départ à 60 ans maximum et une prise en compte de la pénibilité des métiers.

Les services publics, à commencer par l'hôpital et l'école, sont gravement en danger. Et on nous promet une nouvelle et violente politique de baisse des dépenses publiques. Inacceptable !

L'urgence est sociale. Les salaires, les pensions, l'emploi, la santé, l'éducation, l'industrie, la recherche, l'environnement, doivent être des priorités absolues.

Depuis 2020, les prix augmentent sans que les salaires et les pensions ne suivent. Résultat : pour un salarié au salaire médian, son salaire a baissé en euros constants de 143€ par mois. Dans le même temps, les dividendes atteignent des records et les grandes entreprises font le choix d'augmenter leurs prix pour maintenir et renforcer leurs marges. Inacceptable !

Les exonérations de cotisations sociales atteignent aussi des records, grèvent le budget de l'État et de la sécurité sociale tout en constituant des trappes à bas salaires. La CGT porte des propositions de progrès social comme un SMIC à 2000 euros bruts, des salaires qui augmentent quand les prix augmentent, l'augmentation à minima de 10% du point d'indice des fonctionnaires. Ce nouveau gouvernement et le patronat doivent nous entendre !

L'austérité c'est toujours pour les mêmes !



Face au déficit annoncé à plus de 6%, il faut au contraire augmenter les recettes ! Or cette solution est systématiquement rejetée, avec un refus dogmatique de mettre sur la table l'imposition significative et pérenne des plus riches et la taxation des dividendes qui explosent.

Après ce 1^{er} octobre, et suite aux annonces du 1^{er} ministre à l'Assemblée Nationale, nous appelons les travailleuses et travailleurs à continuer à s'organiser collectivement pour reprendre en main leur avenir.

Organisons partout des débats afin d'agir collectivement en priorité sur les lieux de travail pour imposer au patronat un juste retour des richesses qu'ils créent notamment en augmentant les salaires, en améliorant les conditions de travail, et en investissant dans l'appareil productif pour répondre aux besoins.



Bordeaux, le 1^{er} octobre 2024